



31 janvier 2023

**Le maire de la ville d'Ottawa, Mark Sutcliffe**  
**Conseillers municipaux d'Ottawa**  
**Directeur municipal par intérim d'Ottawa**

### **La coalition du Plan officiel populaire et le budget de la Ville d'Ottawa**

La coalition du Plan officiel populaire (POP) est composée de plus de 20 organisations à but non lucratif, représentant des dizaines de milliers d'Ottaviens. Nous plaidons à l'hôtel de ville d'Ottawa en faveur d'un meilleur transport en commun, d'un plus grand potentiel piétonnier et d'un transport actif, d'espaces verts pour tous, de l'équité en matière de logement, de l'atténuation et de l'adaptation aux changements climatiques, de l'équité et de l'inclusion, de la gestion durable des déchets et de la sécurité alimentaire, le tout par le biais de pratiques d'urbanisme éthiques.

### **1. Nos principales priorités de financement**

Cette année, nos principales priorités sont de veiller à ce que les politiques actuelles de la ville soient entièrement financées. En particulier, nous demandons au Conseil de financer entièrement le Plan directeur sur le changement climatique, d'accélérer le Plan décennal de la Ville sur le logement et l'itinérance, d'investir dans l'augmentation de la part modale du transport en commun, de donner la priorité à l'investissement dans l'élaboration d'une stratégie alimentaire municipale complète, de fournir des compensations pour atténuer les impacts financiers négatifs des récentes lois financières telles que les projets de loi 109 et 23, ainsi que d'accroître la transparence et la responsabilité dans le processus d'élaboration du budget afin de parvenir à une consultation/collaboration publique réellement significative et à une prise de décision mieux informée.

#### Action climatique

Nous demandons au Conseil municipal d'Ottawa de s'engager à financer l'action climatique dans le budget 2023, en établissant des postes budgétaires stables et prévisibles pour mettre en œuvre nos plans climatiques municipaux et nous mettre sur la bonne voie pour atteindre nos objectifs. Pour le mandat 2022-26 du Conseil, ce n'est pas une bonne planification financière que de compter sur les surplus imprévisibles et hors budget des dividendes d'Hydro qui arrivent en milieu d'année pour financer une priorité stratégique de la Ville et une urgence déclarée. Les éléments à financer sont les suivants :

- la mise en œuvre de tous les projets de la Stratégie de transition énergétique communautaire d'Ottawa, Évolution énergétique ;
- des mesures incitatives pour répondre à la Norme pour l'aménagement d'immeubles très performants, y compris pour les immeubles résidentiels de faible et de moyenne hauteur (mieux construire pour éviter les futurs programmes coûteux de rénovation énergétique) ;
- le renforcement des infrastructures publiques les plus vulnérables et les plus essentielles de la ville d'Ottawa contre les risques liés aux conditions météorologiques extrêmes, par exemple les risques d'inondation des stations de traitement de l'eau ; et

123 Slater Street, 6th Floor  
Ottawa, ON, K1P 5H3  
[www.popottawa.ca](http://www.popottawa.ca)  
[info@popottawa.ca](mailto:info@popottawa.ca)



- prendre des mesures immédiates pour protéger les populations les plus vulnérables d'Ottawa contre les risques climatiques potentiellement catastrophiques qui ont déjà été identifiés dans le travail de fond à l'appui de l'Évaluation de la vulnérabilité et des risques climatiques (EVRC), notamment en ce qui concerne les risques de chaleur pour les personnes âgées à faible revenu.

La nature transversale de l'action climatique dans les domaines de nombreux ministères et l'ampleur des investissements nécessitent un Plan financier à long terme pour le climat. Le budget 2023 devrait contenir un engagement en faveur de l'élaboration d'un tel Plan financier à long terme pour le climat et prévoir les équivalents temps plein (ETP) nécessaires. Le plan devrait mandater, planifier et prévoir les ressources nécessaires pour atteindre l'objectif climatique d'Ottawa de nette zéro d'ici 2050 ou plus tôt et mettre en œuvre le Plan directeur sur les changements climatiques d'Ottawa. En particulier, le Plan financier à long terme sur le climat devrait inclure :

- un financement distinct par obligations vertes pour les immobilisations qui sont soit nettes zéro, soit à faible teneur en carbone ;
- des comptes distincts pour les projets d'action climatique qui génèrent des revenus ou des économies d'énergie, avec des procédures pour capter les revenus et/ou monétiser les économies en s'appuyant sur la méthodologie développée pour le compte de réserve du programme d'autobus à émissions nulles, et en finançant de manière significative le fonds renouvelable pour les investissements climatiques en cours approuvés en 2022 ; et
- l'utilisation de ces fonds pour accroître l'effet de levier d'autres niveaux de financement gouvernemental pour le climat (subventions, prêts, garanties de risque, etc.), y compris pour les solutions fondées sur la nature.

### Gestion des forêts urbaines

Les résidents d'Ottawa n'ont pas laissé l'ombre d'un doute sur le fait que nous sommes alarmés par la perte progressive de notre couvert forestier urbain et consternés par le manque d'équité dans les résultats des forêts et des espaces verts urbains. Des ressources opérationnelles sont nécessaires pour soutenir les efforts de la Ville en matière de foresterie urbaine. En particulier, le budget 2023 devrait contenir

- des ressources pour faire appliquer le règlement municipal sur la protection des arbres d'Ottawa ;
- des ressources pour favoriser les efforts d'intendance communautaire
- des ressources permettant à la fois de tirer parti des fonds provinciaux et fédéraux disponibles pour la plantation d'arbres et la protection de la nature et de combler les lacunes en la matière, notamment en augmentant le nombre d'urbanistes, de spécialistes de la conservation et de l'utilisation des terres ;
- des ressources opérationnelles pour entretenir et protéger les arbres urbains afin qu'ils atteignent leur plein potentiel de couverture et de services écologiques ; et



- des ressources supplémentaires à l'appui d'un meilleur aménagement urbain visant à favoriser une ville plus verte et plus durable sur le plan environnemental.

#### Logement abordable et sans-abri

Nous demandons à la Ville d'augmenter le financement pour soutenir le plan décennal de la Ville en matière de logement et d'itinérance. Nous voulons voir un changement transformationnel en réponse à notre crise du logement et de l'itinérance ici à Ottawa. Le financement annuel des immobilisations (15 millions de dollars) n'est pas à la hauteur du moment. La hausse de l'inflation a aggravé une situation déjà mauvaise.

#### Organismes de services sociaux

Le budget de l'année dernière a réparti 25 millions de dollars entre 95 organismes de services sociaux. Le maire Sutcliffe a fait campagne sur l'engagement d'augmenter le financement des services de 4 millions de dollars. Nous demandons au Conseil d'honorer cet engagement dans le budget 2023. Nous demandons au Conseil de s'engager à augmenter le financement des refuges, et de s'engager à augmenter progressivement le financement à l'avenir.

#### Transport en commun

Le Conseil doit investir dans le transport en commun pour augmenter le nombre d'utilisateurs et fournir un transport en commun fiable, accessible, abordable et écologique. Nous devons assurer un financement stable du transport en commun qui soutient un service de haute qualité et permet une transition vers des véhicules plus écologiques pour OC Transpo et ParaTranspo.

#### Sécurité et bien-être

Nous demandons au Conseil de financer entièrement les stratégies présentées dans le Plan pour la sécurité et le bien-être de la communauté d'Ottawa (PSBC), y compris l'élaboration de priorités et d'actions pour lutter contre la pauvreté locale, l'accroissement de la sensibilisation et du soutien aux programmes et services destinés aux survivants de la violence sexuelle, et la collaboration avec des partenaires pour explorer des solutions de rechange plus sûres pour les interventions en cas de crise de santé mentale.

#### Stratégie alimentaire

Nous demandons au Conseil d'investir dans une stratégie alimentaire municipale complète, afin d'augmenter les résultats du CSWP sur l'insécurité alimentaire et de s'aligner sur la planification municipale mondiale. La stratégie devrait s'aligner sur la demande de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) de mettre l'accent sur les systèmes alimentaires urbains, ainsi que sur les plus de 32 autres municipalités au Canada qui ont des stratégies alimentaires municipales, sur le personnel existant qui travaillerait sur des parties clés d'une stratégie intégrée, et sur la priorité déclarée par de nombreux résidents et organisations pour une Stratégie alimentaire. Compte tenu de la hausse des prix des aliments, du lien entre la santé physique et mentale et l'alimentation, de l'accès inéquitable à la terre, à la production alimentaire et à un paysage comestible, des possibilités de développement économique dans



les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, et de la nécessité de s'attaquer à l'économie circulaire des déchets alimentaires à Ottawa, cette stratégie est essentielle.

### Impacts des projets de loi 23 et 109

#### Parcs

Dans le cadre de la Loi ontarienne visant à accélérer la construction de plus de logements (projet de loi 23), la province réduit de moitié la superficie des parcs que les promoteurs immobiliers doivent céder à la Ville dans le cadre de nouveaux aménagements, et impose des limites strictes (à 40 %) sur le montant que la Ville peut économiser d'une année à l'autre pour les grands projets grâce aux droits de cession de parcs. Cela signifie qu'il sera difficile pour la Ville d'économiser de l'argent pour des aménagements plus importants comme les centres de loisirs, et difficile d'acheter des parcs au centre-ville, essentiels pour assurer que nous ayons suffisamment d'espaces verts dans notre noyau urbain. Nous encourageons la Ville à demander au gouvernement provincial d'alléger les effets négatifs de sa récente législation.

#### Terres humides

Les changements apportés par le projet de loi 23 au système d'évaluation des terres humides et à la portée des activités des offices de protection de la nature ont rendu les terres humides beaucoup plus vulnérables au développement, les mettant sur la voie d'une disparition éventuelle. Les terres humides d'Ottawa sont des biens naturels irremplaçables qui fournissent des services écologiques à tous les résidents en termes de séquestration du carbone, de gestion des eaux pluviales, de centres de biodiversité et de recharge des eaux souterraines. Il est impératif que des dispositions budgétaires soient prises pour combler les lacunes en matière de protection des zones humides qu'entraîne cette nouvelle législation.

## **2. Gains d'efficacité et réaffectation des fonds**

Il est important de financer les plans et politiques essentiels pour améliorer le bien-être et protéger la santé de nos écosystèmes de soutien. Il est tout aussi important de déterminer ce qui ne devrait pas être financé ou être moins financé.

### Préserver la viabilité financière des municipalités et le plan de croissance équilibrée d'Ottawa

Ottawa doit s'assurer que toute décision future concernant l'emplacement de la construction de nouveaux logements est fondée sur des données exactes qui montrent le coût réel de la fourniture de l'infrastructure municipale en fonction de l'endroit où le développement a lieu (c.-à-d. terrains vierges, zone bâtie). Le budget 2023 devrait chercher à minimiser les coûts inutiles pour les résidents découlant d'une expansion prématurée ou inutile. En particulier, le budget 2023 doit :

- ne pas allouer de fonds pour les infrastructures sur les terrains qui ne sont pas prévus pour le développement urbain en 2023 et sur les terrains où le zonage et les approbations pertinentes ne sont pas terminés;



- ne pas réaffecter des fonds autrement requis pour soutenir d'autres programmes financés par la municipalité afin de compenser tout manque à gagner en matière de redevances d'aménagement résultant de la mise en œuvre du projet de loi 23; et
- étudier les mérites de l'établissement de redevances d'aménagement spécifiques à une zone séparément pour les zones bâties, les zones vierges, les zones d'expansion et les zones d'expansion spéciales présentant des caractéristiques écologiques et géophysiques particulières, de manière à mieux refléter les coûts réels associés à chaque type d'aménagement.

#### Contrôle des facteurs inflationnistes structurels

Les stratégies financières prévues dans le cadre du Plan financier à long terme (PFLT) V de la ville d'Ottawa - Capital subventionné par l'impôt prévoient que la contribution provenant de l'impôt pour le renouvellement des actifs existants soit augmentée en fonction de l'inflation (définie comme l'indice des prix de la construction) et d'un montant supplémentaire de 7,8 millions de dollars par an. Le climat économique actuel a radicalement changé par rapport à celui des deux décennies précédentes de stabilité des prix.

La coalition POP est d'avis qu'un déséquilibre budgétaire structurel se produirait si la règle d'investissement du PLFR V à l'appui du renouvellement des immobilisations devait être appliquée dans le contexte actuel. Les coûts de construction de bâtiments résidentiels dans le composite fédéral de 11 villes ont augmenté de 18,7 % en glissement annuel au troisième trimestre de 2022. Nous recommandons que l'augmentation de la contribution fiscale pour le renouvellement des actifs existants soit plafonnée à 2,5 %, en équilibre avec les autres comptes.

#### Freiner les immobilisations à forte intensité de carbone

Le programme Gestion intégrale des actifs (GIA) guide la gestion des actifs de la ville. Conformément au plan directeur sur le changement climatique, l'examen de la gouvernance 2022-26 a imposé l'application d'une optique climatique au processus budgétaire des immobilisations de 2023. Nous recommandons que les informations relatives à l'examen de la lentille climatique soient rendues publiques pour tous les projets de gestion des immobilisations proposés, et que tous les projets d'immobilisations qui ressortent de cet examen comme des projets à forte teneur en carbone, à forte émission de gaz à effet de serre ou à haut risque climatique soient gelés sous réserve de l'élaboration d'autres options d'atténuation. En particulier, les dépenses et les approbations devraient être suspendues dans les typologies suivantes :

- les investissements dans de nouvelles infrastructures de combustibles fossiles où nous sommes bloqués dans l'utilisation de combustibles carbonés pendant la durée de vie de l'actif, y compris la rénovation des autobus diesel et la construction de fournaies à gaz ;
- les investissements dans l'élargissement et l'agrandissement des routes où la demande induite à moyen terme reproduira la congestion et aggravera la pollution par les GES ;



- les projets caractérisés par la création de vastes stationnements de surface, la perte de zones humides importantes, la perte d'habitats pour les espèces en péril et, d'une manière générale, la disparition des espaces verts et de la nature ; et
- les projets de construction présentant un risque climatique élevé, comme la construction dans des plaines inondables à récurrence de 100 ans, voire de 350 ans (exposition/responsabilité de la ville pour les coûts d'urgence).

### Services de police et budgets d'investissement

En période de restriction budgétaire, la contrainte devrait s'appliquer à toutes les parties du budget, à l'exception des domaines qu'Ottawa a déclaré être des priorités urgentes (logement, climat et toxicomanie). Par conséquent, les budgets de la police devraient être limités à une croissance de 2,5 %. En particulier :

- Le budget 2023 n'est pas le moment pour un nouveau campus de police expansif nécessitant plus de 150 millions de dollars ; et
- Des gains d'efficacité et de meilleurs résultats peuvent être obtenus en transférant des fonds des services de police vers des services communautaires mieux placés pour fournir un soutien en matière de santé mentale dans des situations pertinentes.

### Examen continu

Reconnaissant que les budgets d'investissement et de fonctionnement de la Ville sont soumis à des contraintes imposées par la province et qu'il ne serait pas souhaitable d'augmenter indûment les impôts fonciers et les frais d'utilisation, nous encourageons la Ville à entreprendre un examen ligne par ligne de ses dépenses, étalé sur plusieurs années, dans le but de maintenir la cote de crédit de la Ville et de maintenir/améliorer ses normes de niveau de service.

### **3. Changements fondamentaux à apporter au processus budgétaire**

Le processus d'élaboration du budget annuel de la Ville d'Ottawa est essentiel pour l'environnement, la justice sociale et éthique et pour s'assurer que les besoins de nos communautés sont satisfaits.

### Analyse de l'impact sur le genre, l'équité et la pauvreté

Le processus budgétaire devrait comprendre un examen des répercussions du budget dans l'optique de l'équité et de l'inclusion de la Ville. De nombreuses décisions budgétaires de la Ville favorisent implicitement ceux qui gagnent des revenus plus élevés, les hommes et ceux qui ne sont pas victimes de discrimination fondée sur l'âge, la race, l'orientation sexuelle ou les capacités. Le fait de procéder à un examen annuel de ces répercussions et de fixer des objectifs pour améliorer l'égalité dans tous les domaines du budget permettrait de rendre la ville plus équitable pour tous. L'utilisation de structures déjà mises en place au sein de la ville, telles que la Stratégie pour les femmes et l'équité entre les sexes, pour examiner le processus budgétaire devrait aider à ce que les décisions budgétaires soient prises en tenant compte de l'équité.





### Rendre le budget plus transparent

Le budget est le document stratégique le plus important produit par la Ville d'Ottawa chaque année. Pourtant, dans sa forme actuelle, il est impénétrable et, par conséquent, peu lu. Lorsque le budget de la Ville est une lecture intimidante et accablante pour la plupart des gens, beaucoup sont privés de leurs droits, en particulier ceux dont la voix est le moins souvent entendue. La transparence, la responsabilité et la bonne gouvernance exigent un document facile à comprendre, entièrement consultable et accessible à tous en ligne avec suffisamment de temps pour l'examiner et s'engager au niveau communautaire. Cela implique d'organiser le matériel budgétaire en catégories orientées vers la prise de décision. Pour être clair, nous ne demandons pas des "produits de communication" comme ceux que la Ville a produits dans le passé. Nous demandons plutôt à la Ville d'adopter une approche environnementale, sociale et de gouvernance d'entreprise (ESG) pour la gouvernance et l'élaboration du budget.

### Renforcer l'engagement et la collaboration du public

À l'avenir, le processus de consultation budgétaire doit commencer en avril plutôt qu'en novembre. Cela donnerait au public le temps de faire des commentaires plus significatifs et au personnel et au Conseil le temps de les examiner.

### Permettre une consultation publique significative

La consultation publique sur notre budget actuel pourrait être décrite comme performative, ou "juste pour le spectacle". Le processus de consultation restera vide de sens tant que des améliorations ne seront pas apportées au processus. Un début précoce de la consultation devrait être associé à des séances d'information sur le budget et son importance, ainsi qu'à plusieurs séries de consultations pour permettre à la ville d'intégrer les priorités des résidents d'Ottawa dans le projet de budget.

### Budgets participatifs

Élargir la pratique actuelle selon laquelle les conseillers disposent de certains fonds limités à allouer aux investissements et à l'amélioration du domaine public dans leurs quartiers. Des fonds supplémentaires devraient être mis à disposition pour des budgets participatifs au niveau des quartiers, où les résidents peuvent se réunir et décider des priorités de dépenses locales. Ces exercices peuvent également servir d'engagement civique dans le budget municipal en général.

### Afficher les tendances

Les données sur les tendances des budgets précédents doivent être compilées et rendues publiques. L'analyse des sources de revenus et des catégories de dépenses sur au moins les cinq années précédentes est une information essentielle pour évaluer les budgets. Comme suggéré précédemment, ces flux financiers devraient être orientés vers la prise de décision dans la mesure du possible. L'analyse des tendances est attendue depuis longtemps et devrait être au premier plan de tout processus budgétaire d'une ville moderne.



### Fournir des notes d'information sur les services

Certains services fournissent des notes d'information résumant leurs réalisations et les dépenses prévues, mais cette pratique est inégale. Chaque service devrait, avec ses propositions budgétaires, fournir des notes d'information pour chaque secteur d'activité dans un document de deux pages, en utilisant un format standardisé couvrant les réalisations de l'année précédente et les plans de l'année à venir. Cette note d'information est essentielle pour que le public et le Conseil puissent participer de manière significative à l'évaluation des alternatives rencontrées lors de la mise en balance des priorités concurrentes dans le budget de la ville.

### Supprimer les plafonds budgétaires et les restrictions de réaffectation entre les services

L'imposition d'un plafond budgétaire au début du processus signifie que les postes prioritaires peuvent dans certains cas être négligés. En commençant par une liste de financement plus complète, puis en supprimant des postes si nécessaire, il y a de meilleures chances que les besoins essentiels soient satisfaits. Même si un plafond est fixé au départ, s'il y a consensus, il doit être possible de financer quelque chose au-delà de ce plafond. Il convient également d'intégrer une plus grande souplesse dans le processus en autorisant, par consensus, des réaffectations entre les budgets des services.

### Établir un budget de changement de culture pour les pratiques et les analyses de planification urbaine

Un budget de changement de culture traite la culture organisationnelle comme tout autre système d'exploitation. Un tel poste budgétaire se concentre sur l'action, l'évaluation des comportements et la responsabilisation afin que le personnel de la ville agisse de manière à faire progresser la ville avec des pratiques de planification éthiques. Nous vous demandons instamment de donner une visibilité à la culture afin que la Ville puisse créer une responsabilité autour d'elle.

### Options alternatives de budget chiffré

Dans le but de démocratiser le processus budgétaire, nous demandons au Conseil d'ordonner au personnel d'évaluer et de rendre compte des avantages et des inconvénients de l'élaboration de plusieurs options budgétaires alternatives chiffrées comme base pour des consultations publiques plus efficaces et plus significatives et comme base pour une prise de décision mieux informée au Conseil.

Certes, ce que nous proposons est nouveau, n'a pas été testé à Ottawa et peut même être considéré comme un peu perturbateur par certains. Cependant, étant donné le rôle clé que joue le budget dans la réalisation des priorités du mandat du Conseil municipal, le processus actuel a clairement besoin d'être amélioré.

Un engagement public plus efficace, une plus grande transparence sur les raisons de certains choix par rapport à d'autres, davantage de comparaisons entre les services et les priorités, des





données plus pertinentes pour les conseillers et le grand public comme base d'une prise de décision bien informée seraient autant de pas dans la bonne direction.

À cette fin, nous demandons un financement budgétaire supplémentaire pour améliorer la transparence et la responsabilité. Plus précisément, nous recommandons d'améliorer les processus de consultation/collaboration avec le public et d'élaborer un plan annuel de publication département par département avec des données, des mesures et des repères pertinents et facilement compréhensibles. Nous recommandons également que la rémunération annuelle des cadres supérieurs soit étroitement liée aux progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Plan officiel et du Plan directeur.

La Ville doit améliorer la sensibilisation et l'accès du public à la façon dont elle suit les progrès accomplis dans la réalisation de ses principaux objectifs du Plan officiel et du Plan directeur, y compris, mais sans s'y limiter, le changement climatique, la durabilité environnementale, l'égalité des sexes et l'équité sociale, la pauvreté et l'itinérance, le logement abordable et très abordable, la sécurité alimentaire et la gestion des déchets.

Ce n'est que lorsque ces changements seront apportés que le budget de la Ville d'Ottawa sera enfin un budget pour tous les Ottavians.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués,

**La coalition du Plan Officiel Populaire**